

✘ L'Iran, toujours déterminé à développer son programme d'enrichissement d'uranium en installant 3000 centrifugeuses d'ici à mars 2007, donnera une réponse « destructrice » à toute attaque israélienne contre ses sites nucléaires. Cette menace a répondu hier à celle de l'État hébreu, qui avait envisagé l'éventualité d'une « option militaire », faute de pouvoir arrêter, par la négociation, le programme nucléaire militaire iranien. Celui-ci, de fait, se poursuit, la Russie et la Chine s'opposant, au sein du Conseil de sécurité de l'ONU, à de trop sévères sanctions contre Téhéran. Samedi à Moscou, Ali Larijani, le négociateur iranien sur le nucléaire, a par avance laissé entendre que son pays pourrait rompre tout lien avec l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA), si une ferme résolution était adoptée. De son côté, la Corée du Nord, qui a expulsé les inspecteurs de l'AIEA en décembre 2002 et rejeté le traité de non-prolifération (TNP) en janvier 2003, a procédé à son premier essai nucléaire souterrain le 9 octobre dernier.

La Guerre froide est terminée depuis quinze ans, mais le concept de dissuasion nucléaire ne s'est jamais aussi bien porté. Alors que tous les experts prédisaient, après l'effondrement de l'empire soviétique, la désuétude prochaine de l'arme atomique, le plus puissant engin de destruction jamais imaginé par l'homme, la période actuelle d'anarchie internationale démontre l'inanité de ces prédictions. Outre les États-Unis, seule superpuissance réelle de la planète, on assiste à une « *multipolarisation* » croissante des relations internationales et à l'émergence d'un certain nombre de puissances « moyennes », aux ambitions régionales voire mondiales, comme l'Inde, le Pakistan, l'Iran, le Brésil, la Turquie ou encore l'Arabie saoudite.

Nouvelles ambitions égyptiennes

Cette géopolitique de plus en plus complexe bouscule l'ordre ancien établi par le [traité de non-prolifération \(TNP\)](#) qui, en 1970, fixait à cinq le nombre d'États autorisés à posséder le feu nucléaire : les États-Unis, l'URSS, la Chine, la France et la Grande-Bretagne. Il incitait ces pays à s'engager dans un désarmement général et à interdire ce « *club atomique* » très fermé à de nouveaux membres éventuels.

Trente-six ans plus tard, l'échec est manifeste sur les deux tableaux. Il existe près de 30 000 ogives nucléaires sur Terre – de quoi la réduire cent fois en poussières d'étoiles. Les « *Cinq Grands* » n'ont fait aucun effort pour désarmer. De nouvelles puissances nucléaires « *renégates* » sont apparues, se rebellant contre l'ordre immuable imposé par le TNP. L'Inde et le Pakistan ont fait exploser leur première bombe atomique en 1998, la Corée du Nord et l'Iran s'approchent de cet objectif. Nombre de pays, guère intéressés par l'arme nucléaire et son « *pouvoir égalisateur* », selon l'expression de Lucien Poirier, théoricien français de la dissuasion, se montrent soucieux de cette évolution et s'interrogent sur leur doctrine stratégique, ne serait-ce que pour protéger leurs intérêts face à des voisins aux ambitions subitement démesurées.

Le Japon, Taïwan et la Corée du Sud veulent se prémunir face à la Corée du Nord, qui a procédé à un essai nucléaire souterrain le 9 octobre dernier. La Turquie s'inquiète des desseins nucléaires iraniens, tandis que six pays arabes ont carrément franchi le pas : le 3 novembre dernier, l'Algérie, l'Égypte, le Maroc, la Tunisie, les Émirats arabes unis et l'Arabie saoudite ont

annoncé leur intention de se doter d'un programme nucléaire civil. Bien que le droit international les autorise parfaitement à vouloir user de l'atome pour développer leur production nationale d'énergie, beaucoup de circonspection entoure ce regain d'intérêt soudain et collectif pour le nucléaire, qui pourrait dissimuler la volonté de se préparer à contrer, le jour venu, la menace perse avec une « *bombe atomique arabe* ».

Si l'Égypte et les pays d'Afrique du Nord peuvent justifier leur faim énergétique, l'argument est moins pertinent pour l'Arabie saoudite, assise sur de gigantesques réserves d'hydrocarbures. Mais il n'y a pas que Riyad. Au Caire, le président Hosni Mubarak vient d'annoncer qu'il était temps d'engager « *un sérieux débat* » autour du nucléaire. L'Égypte, signataire du TNP, avait renoncé en 1986 à un programme nucléaire lancé par le président Nasser dans les années cinquante. La catastrophe nucléaire de Tchernobyl avait refroidi ses intentions. Considérant l'Égypte comme un allié majeur au Moyen-Orient, les États-Unis disent soutenir cette initiative. Il ne fait cependant pas mystère que le pouvoir égyptien s'inquiète des ambitions nucléaires de Téhéran, au même titre qu'Ankara et Riyad. Pour ne rien arranger, les États-Unis soutiennent officiellement les nouvelles ambitions nucléaires civiles égyptiennes, indiennes ou encore brésiliennes, au grand dam de Téhéran, qui y voit la preuve d'une politique de « *deux poids, deux mesures* » de la part des Occidentaux, prêts à fermer les yeux en faveur de régimes « *amis* ».

L'échec des organisations internationales



Cette course larvée aux armements nucléaires a depuis longtemps sonné le glas du TNP. D'une manière générale, les mécanismes internationaux de contrôle des armements, imaginés durant la guerre froide, ont failli. Ce constat est valable pour l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA), dont le double mandat était de veiller au respect du TNP et de soutenir les États désireux de développer un programme nucléaire civil.

De par sa nature « *duale* », à la fois civile et militaire, la technologie nucléaire permet à tout État maîtrisant l'ensemble du cycle de l'atome d'adapter sans trop de problèmes, le jour venu, son programme civil à des desseins militaires. Qualifié d'« *énergie du futur* », face à l'épuisement annoncé des réserves mondiales de pétrole, instrument de souveraineté nationale plus incontournable que jamais, ouvertement convoité par des groupes terroristes infra-étatiques, le nucléaire porte en soi les germes d'une plus grande instabilité planétaire.